CUPE SCFP Ontario

LE BAROMÈTRE POLITIQUE

DISTRIBUEZ CE BULLETIN À TOUS VOS MEMBRES

Hiver 2017

70 000 personnes se joignent aux marches des femmes partout en Ontario.

Dans ce numéro...

Un mot de nos dirigeants.....2

Membre à l'honneur.....3

Mises à jour sur les grèves.....3

La population appuie le SCFP dans le dossier de l'électricité.....4

Conséquences des fermetures d'écoles.....4

La victoire est douce.....5

Nouvelles de Queen's Park.....6

Les travailleurs de la SAE de North Bay font part de leurs doléances à la première ministre.....6

Marche des femmes.....7

Conférence des femmes.....7

Des milliers de personnes se rassemblent à Hamilton pour empêcher les coupures dans les soins de santé.....8

Événements à venir.....8

Vos dirigeants du SCFP-Ontario

Fred Hahn
Président

Candace Rennick
Secrétaire-trésorière

Le Baromètre politique

Nouvelles du SCFP-Ontario

Avec plus de 260 000 membres, le SCFP-Ontario est une voix forte pour les droits et l'égalité de nos membres et de nos collectivités.

Nous travaillons à l'échelle provinciale pour des changements législatifs, stratégiques et politiques sur des questions relatives aux services publics, à l'égalité, à des collectivités saines et à un Ontario meilleur pour tous.

SCFP-Ontario
80, promenade Commerce Valley Est, bureau 1
Markham (Ontario) L3T 0B2
905-739-9739
www.cupe.on.ca/fr/

Ce document a été fièrement produit par des travailleurs syndiqués : sepb343.

Chers amis,

Diviser pour mieux régner est une vieille tactique utilisée par des employeurs afin d'affaiblir le pouvoir des travailleurs. La plupart d'entre nous en avons été témoins dans nos lieux de travail à un certain moment, alors que l'employeur profite des inquiétudes d'une personne pour partager de la désinformation, et ce dans le but de nous diviser. Nous voyons maintenant cette stratégie être utilisée non seulement par les employeurs, mais également par les politiciens déterminés à liguer leurs propres citoyens les uns contre les autres dans le but de mettre en œuvre un programme corporatif mesquin.

La réponse des gens a été une véritable inspiration.

Plutôt que de demeurer silencieux, des centaines de milliers de personnes de partout au Canada et aux États-Unis sont descendues dans les rues pour défier la haine, la peur, le racisme et misogynie propagés par le nouveau président américain et des opportunistes politiques ici au Canada.

Le 21 janvier, dans des collectivités de partout en Ontario, près de cent mille personnes se sont réunies dans le cadre des marches des femmes afin de manifester leur solidarité à l'égard de nos consœurs au sud de la frontière contre la misogynie manifestée lors des récentes élections dans leur pays.

Face à l'horrible fusillade qui s'est produite dans une mosquée de Québec, les non-musulmans ont formé des chaînes humaines d'amour autour des mosquées locales afin de démontrer leur soutien à leurs compatriotes en cette période de deuil inconcevable.

En réponse à l'interdiction de voyager inconstitutionnelle de Donald Trump, les Ontariens sont redescendus dans les rues pour dénoncer l'islamophobie et demander à nos gouvernements d'ouvrir les frontières aux personnes à qui on refuse l'entrée aux États-Unis.

Partout dans la province, les membres du SCFP participent à ces rassemblements comme prolongement logique de la résistance dont nos membres font preuve dans leur lutte contre les demandes déraisonnables aux tables de négociation, leur lutte contre la privatisation et la sous-traitance, leur lutte contre les coupures dans les hôpitaux, leur lutte pour des soins de meilleure qualité pour les résidents des établissements de soins de longue durée et les nombreuses autres questions importantes.

Ceux qui tentent de nous diviser n'ont jamais nos meilleurs intérêts à cœur.

Nous résistons et nous gagnons. Que ce soit dans nos lieux de travail, au sein de notre syndicat ou au sein de nos collectivités, ensemble, nous sommes plus forts. Plus nous nous serrerons les coudes pour soutenir les personnes qui nous entourent, plus nous serons forts et meilleures seront nos chances de bâtir des vies meilleures pour nous tous.

Nous vous prions d'accepter nos sentiments de solidarité.

Le président, La secrétaire-trésorière,

Fred Hahn Candace Rennick

Restez informés! Suivez-nous.

Facebook.com/CUPEOntario

Twitter.com/CUPEOntario

YouTube.com/CUPEOntario

Membre à l'honneur : Kim Monette, défenseure en santé et sécurité

Kim Monette, section locale 4000 du SCFP

Lorsque Kim a d'abord décidé de devenir instructrice en santé et sécurité il y a cinq ans, les incidents entraînant des blessures après un acte de violence à l'Hôpital d'Ottawa, Campus Civic, où elle travaillait, étaient hors de contrôle et la direction ne faisait pas grand-chose pour régler la situation.

La violence au travail est quelque chose d'extrêmement fréquent dans le secteur des soins de santé. Les patients et les membres des familles qui subissent un stress accru s'en prennent aux membres du personnel. Des préposés aux soins attrapés par les cheveux et tirés au sol, des travailleurs de soutien jetés contre des murs et des membres du personnel confrontés à des toxicomanes qui tentent d'avoir accès aux médicaments.

Lorsque Kim a commencé à jouer un rôle actif, il y avait seulement deux conseillers en santé et sécurité accrédités pour tous les campus de l'Hôpital – un de la partie syndicale et un de la partie patronale. Aujourd'hui, les choses ont changé. Chaque campus a maintenant un comité conjoint en santé et sécurité et tous les membres sont formés par Kim, qui est devenue une instructrice accréditée par l'entremise du Centre de santé et sécurité des travailleurs et travailleuses. Plus de 2 000 membres du personnel ont reçu une formation sur l'intervention non violente en situation d'urgence et l'Hôpital a alloué un montant de 3 millions de dollars pour la santé et la sécurité dans son budget.

Le changement s'est amorcé lorsque les choses ont atteint un niveau critique en 2014. Avec le taux de blessures et d'incidents violents hors de contrôle, tous les syndicats représentant des travailleurs à l'Hôpital ont décidé de mettre sur pied leur propre journée de formation annuelle conjointe afin de développer des compétences et un plan d'action de collaboration. Ensemble, les comités ont fait une recommandation conjointe en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité*, soulignant tous les problèmes et leurs recommandations pour des solutions.

Il y a eu 91 visites des lieux par des inspecteurs du ministère et, 121 ordonnances exécutoires plus tard, la direction a commencé à prendre les problèmes au sérieux.

L'Hôpital d'Ottawa a maintenant un groupe d'examen des incidents violents qui se réunit toutes les deux semaines pour examiner tous les incidents, et ce dans le but de faire de la prévention pour l'avenir, et il a mis en œuvre un programme d'évaluation des risques pour tous les secteurs où il risque d'y avoir de la violence, et ce à chacun des sites de l'Hôpital.

Ayant apporté des améliorations importantes à son propre lieu de travail, Kim a maintenant été élue présidente du Comité de la santé et de la sécurité du SCFP-Ontario, et son objectif est d'aider les autres à faire des changements dans leurs propres lieux de travail.

Là où il y a une grève, on a besoin de votre aide.

Mises à jour sur les grèves

La section locale 2974 du SCFP, travailleurs de bibliothèque du Comté d'Essex, a maintenant conclu une entente de principe après une grève de sept mois et demi qui a entraîné des retombées politiques qui risquent de coûter leur siège à bon nombre de membres du conseil du Comté lors des prochaines élections. Ces travailleurs de bibliothèque impressionnants ont tenu leur bout devant un conseil de comté qui refusait d'écouter ses électeurs. Plus de deux tiers des électeurs de la région appuyaient les travailleurs.

La section locale 2049 du SCFP, travailleurs de la SAE de Nipissing et Parry Sound, est en lock-out depuis le 23 décembre. Refusant d'accepter des coupures, ces travailleurs sont maintenant en grève depuis plus de sept semaines. Avec l'entente conclue récemment par la SAE de Peel de leur côté, les membres continuent de se tenir debout pour leurs convictions.

La section locale 4155 du SCFP, Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien, a débrayé le 7 février. C'est la seule section locale d'un conseil scolaire qui n'a pas pu conclure d'entente au cours de la ronde de négociation de 2015. Après plus d'un an de négociation infructueuse avec un conseil déterminé à demander des concessions déraisonnables, ces travailleurs n'avaient pas vraiment d'autre choix que de se retrouver sur la ligne de piquetage.

Sept autres sections locales sont en position de grève ou de lock-out au cours du prochain mois.

Joignez-vous à nos membres sur les lignes de piquetage. Faites des dons à leurs fonds de grève. Envoyez-leur un message de solidarité. Visitez cupe.on.ca/fr/ pour connaître les derniers développements.

La population appuie le SCFP-Ontario sur la question de la privatisation des services d'électricité

La lutte pour protéger la population de l'Ontario contre toute nouvelle privatisation de notre réseau d'électricité se poursuit. La poursuite intentée par le SCFP contre le gouvernement va de l'avant, tout comme les plans pour lutter contre cette privatisation sur le terrain,

dans les collectivités, et jusqu'aux prochaines élections provinciales.

La coalition *Keep Hydro Public* (Gardons les services d'électricité publics) se réunit pour planifier la prochaine étape de sa campagne de mobilisation communautaire qui débutera tôt au printemps. On encouragera les membres du SCFP-Ontario de partout dans la province à y participer.

Les tarifs d'électricité en hausse ont déjà des effets dévastateurs sur les budgets des municipalités, des écoles et des prestataires de soins de santé. Les services déjà sous-financés doivent détourner les ressources des services de première ligne pour couvrir l'augmentation de leurs coûts.

La privatisation est une décision politique qui a de profondes répercussions qui seront ressenties pendant des générations à venir si nous n'arrivons pas à y mettre fin.

Le 31 janvier, les avocats de la première ministre et des ministres de l'Énergie et des Finances ont répondu à la poursuite que le SCFP a intentée contre eux, en utilisant une tactique juridique dilatoire typique et en demandant aux tribunaux de rejeter la poursuite.

Dans des entrevues accordées aux médias, le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, a souligné que tout au long de la liquidation des actions d'Hydro One, le gouvernement a tenté d'éviter toute forme d'examen du public. Bien qu'il soit décevant que le procès n'ait pas lieu plus tôt, il n'est pas surprenant qu'ils veulent tenter d'empêcher l'attention publique que cette affaire attirera sur leurs actions.

Le SCFP-Ontario est confiant que le gouvernement ne réussira pas à faire en sorte que la poursuite soit rejetée et il croit fermement qu'il est dans le meilleur intérêt de tout le monde que le procès dans cette affaire ait lieu avant les prochaines élections. On prévoit que la motion de gouvernement sera entendue par les tribunaux plus tard au printemps.

Entre-temps, le SCFP a demandé que la première ministre reporte toute nouvelle vente d'actions d'Hydro One jusqu'à ce que le tribunal ait pu entendre la cause. La population de l'Ontario est encore propriétaire de la majorité des actions et la vaste majorité veut que ça reste ainsi.

Le SCFP-Ontario s'associe aux collectivités pour sauver les écoles locales

Une politique gouvernementale qui manque de vision et un manque de financement entraînent une proposition de fermer des écoles dans des collectivités de partout en Ontario. En plus d'obliger les enfants à passer des heures à bord des autobus, la perte d'une école locale peut avoir un effet dévastateur sur les municipalités et les quartiers avoisinants qui comptent sur l'école comme point central de l'activité communautaire.

Pour de nombreuses petites municipalités, la perte d'une école peut s'avérer être le début de la fin puisque les jeunes familles choisissent de vivre là où leurs enfants ont accès à une école locale.

Le SCFP-Ontario, avec ses sections locales du secteur des conseils scolaires, s'est joint aux parents et à des alliés communautaires pour lutter contre ces fermetures et exercer des pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il élabore des solutions de rechange viables qui n'abandonnent pas des municipalités entières.

Victoire pour Toronto Hydro et la sous-traitance

En septembre, le maire de Toronto, John Tory, a annoncé à une foule de gens d'affaires qu'il prévoyait privatiser Toronto Hydro. Le SCFP-Ontario s'est immédiatement associé à ses sections locales de Toronto et à plusieurs organisations communautaires pour faire campagne contre son plan. Ensemble, nous sommes descendus dans les rues, frappant aux portes, recueillant des signatures sur les pétitions et demandant aux gens d'appeler leurs conseillers municipaux et de leur envoyer des courriels.

Nous avions la population derrière nous. Les conseillers ont reçu des centaines de courriels et d'appels téléphoniques. Le maire n'a pas réussi à avoir le nombre de votes dont il avait besoin pour faire approuver la privatisation et il a dû reculer.

En décembre, le maire Tory a ensuite annoncé son plan de donner en sous-traitance la collecte des ordures ménagères gérée par la Ville. La section locale 416 du SCFP, avec le soutien du reste de notre syndicat, est à nouveau passé à l'action, exerçant des pressions sur des conseillers clés et frappant aux portes dans les secteurs de la ville touchés.

Encore une fois, nous avons pu obtenir le soutien de la population dont nous avions besoin pour faire échec au plan du maire et nous avons pu empêcher la sous-traitance d'emplois de bonne qualité.

Des membres du SCFP et des alliés de la collectivité livrant des pétitions aux conseillers pour qu'ils empêchent la privatisation de Toronto Hydro.

Les travailleurs de la Société d'aide à l'enfance de Peel célèbrent le pouvoir de la solidarité

Après trois mois de grève, la victoire est douce. Le 18 septembre, les travailleurs de la Société d'aide à l'enfance de Peel ont débrayé sur les problèmes relatifs à la charge de travail qui les mettent eux, et les enfants dont ils sont responsables, en danger.

Malgré des tentatives de l'employeur de briser la solidarité des membres en introduisant des briseurs de grève, en tentant d'exploiter la machine à rumeurs et en forçant un vote supervisé par le ministère, les membres de la section locale 4914 du SCFP ont appuyé fermement leur équipe de négociation.

Leur engagement les uns envers les autres et envers les enfants dont ils s'occupent a été récompensé. Finalement, ils ont réussi à obtenir une réduction du nombre de cas et d'autres améliorations.

Selon les membres, leur plus grande victoire est le lien qu'ils ont maintenant entre eux et la confiance retrouvée de leur section locale.

Nouvelles de Queen's Park

L'Assemblée législative de l'Ontario a amorcé le congé parlementaire de l'hiver le 8 décembre après un automne occupé. Les travaux reprendront le 21 février.

Le thème dominant qui hante encore le gouvernement est le mécontentement général relatif à l'électricité, en plus de la frustration croissante au sujet des fermetures d'écoles locales.

Lois importantes auxquelles nous devons porter une attention particulière :

Projet de loi 2 – Réforme du financement électoral

En vertu de cette nouvelle loi, on a encore le droit de parler à nos membres, mais il y a maintenant des restrictions sévères quant à la capacité des syndicats de faire campagne publiquement sur des enjeux auxquels nous croyons, et ce à compter de six mois avant des élections provinciales; les contributions des syndicats et des entreprises sont complètement interdites; et les députés provinciaux, les candidats et mêmes les personnes qui souhaitent obtenir une nomination comme candidats ne peuvent pas participer à un événement de financement parrainé par un parti politique.

Projet de loi 70 – Mesures budgétaires

Ce projet de loi de 120 pages compte 26 annexes, dont deux particulièrement troublantes pour la majeure partie du mouvement syndical.

L'annexe 16 contient une loi habilitante pour un nouveau système d'accréditation en santé et sécurité au travail que le personnel du ministère a affirmé permettrait à certains employeurs de sortir du cadre des inspections des lieux de travail de routine. Après une opposition importante du SCFP et d'autres syndicats, le ministère du Travail et le directeur général de la prévention ont donné l'assurance que ça ne se produira pas, bien que le nouveau système d'accréditation n'a pas encore été introduit.

L'annexe 17 soulève de graves préoccupations en faisant en sorte qu'il soit plus facile pour les employeurs d'attribuer des tâches qui nécessitent une personne de métier accréditée à des personnes qui n'ont pas été accréditées adéquatement. Le SCFP-Ontario continue d'exercer des pressions sur le gouvernement pour obtenir des assurances que cela ne se produira pas.

Projet de loi 89 – ***Loi sur le soutien à l'enfance, à la jeunesse et à la famille***

Ce projet de loi n'a pas encore été adopté mais a été déposé afin de faciliter les fusions et les intégrations prévues de nombreuses sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario. Une préoccupation importante est le fait que ce projet de loi exige que le gouvernement donne un avis de fusions potentielles aux conseils d'administration des SAE longtemps avant qu'il doive en informer les travailleurs et leur syndicat.

Fred Hahn a officiellement demandé au ministre de modifier ce projet de loi afin d'assurer que toutes les parties soient informées en même temps.

Questions législatives actuelles :

Le gouvernement continue également d'aller de l'avant, lentement, avec l'Examen portant sur l'évolution des milieux de travail qui devrait entraîner des réformes à la *Loi sur les normes d'emploi* et à la *Loi sur les relations de travail*. À ce moment-ci, on prévoit que la loi réelle sera déposée avant les élections de juin 2018.

En collaboration avec le SCFP-Ontario, le gouvernement poursuit également le travail sur une stratégie pour l'équité salariale entre les sexes.

Le SCFP-Ontario s'efforce également de soulever des préoccupations au sujet de la proposition de projet pilote portant sur le revenu de base garanti, qui semble être davantage un plan de relations publiques qu'un plan réel de réduction de la pauvreté.

Face à face avec la première ministre

Les travailleurs de la SAE en lock-out ont fait part de leurs préoccupations directement à la première ministre lors de sa visite à North Bay, le 25 janvier.

Avec un employeur prêt à mettre les vies des enfants en danger en mettant les travailleurs en lock-out, ceux -là même qui sont supposés les protéger, il est important de nous assurer que les gens au pouvoir savent vraiment ce qui se passe.

Les travailleurs lui ont fait part de leurs préoccupations, mais la question est de savoir si c'est tombé dans l'oreille d'une sourde ou non.

Les voix des femmes ont été entendues partout dans le monde

Le 21 janvier, nous avons marché. Dans des villes et des municipalités de toutes les régions de l'Ontario, nous étions près de 100 000 à marcher. Près de 5 millions de personnes ont marché partout dans le monde.

Nous avons marché pour manifester notre solidarité à l'égard de nos consœurs au sud de la frontière, contre la misogynie qui a été minimisée et même acceptée lors des récentes élections dans leur pays. Nous avons marché pour mettre fin à la violence faite aux femmes et pour les femmes autochtones disparues et assassinées. Nous avons marché pour les droits liés à la procréation, pour la justice raciale, pour les droits des travailleurs, pour les droits de la personne et pour la protection de notre planète.

Nous avons marché parce que les droits des femmes sont des droits de la personne.

Et parce que nous avons beaucoup de chemin à faire pour atteindre la pleine égalité ici au Canada.

Ce fut une journée motivante et inspirante.

Des mères ont marché avec leurs filles, des amies ont marché bras dessus bras dessous, revigorées par le pouvoir qu'elles ont ressenti autour d'elles.

Pour les dirigeants du SCFP-Ontario, Candace Rennick et Fred Hahn, c'était la plus importante marche à laquelle ils aient jamais participé. Pour bon nombre de personnes, c'était leur première marche.

Il ne fait aucun doute que c'était une journée importante, mais nous devons bâtir à partir d'ici.

Le coût des services de garde empêche les femmes de retourner au travail. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes augmente au lieu de diminuer. Les politiciennes sont régulièrement assujetties à des discours haineux.

Peut-être regardons-nous nos voisins du Sud et que nous nous sentons reconnaissants de vivre au Canada, mais nous ne devons pas nous laisser détourner des véritables problèmes auxquels les femmes sont confrontées chaque jour ici, en Ontario, en 2017.

La Conférence des femmes du SCFP-Ontario inspire

« Prenez le pouvoir - Soyez le changement » était le thème de la Conférence des femmes de 2016 qui a eu lieu en décembre. Pour les femmes présentes, ce n'était pas beaucoup demander.

Pendant les trois jours qu'a duré la Conférence, des centaines de femmes du SCFP se sont réunies pour discuter des questions qui affectent leurs vies, soit l'équité salariale, les services de garde, la violence sexuelle et le financement des services publics sur lesquels nous comptons tous et dans lesquels nous travaillons.

Élaborant ensemble des stratégies sur la façon de faire des gains réels, ces femmes ont créé un espace qui respectait et célébrait la diversité des antécédents et des expériences des autres.

Elles sont reparties déterminées à faire de 2017 l'année de la femme.

1 000 travailleurs des soins de santé se rassemblent à l'Hôpital général de Hamilton

Le 6 février, plus de 1 000 travailleurs des soins de santé et dirigeants syndicaux se sont rassemblés devant l'Hôpital général de Hamilton dans un appel à l'aide puisque les compressions financières à notre système de santé causent une augmentation du nombre de patients qui souffrent et de travailleurs de plus en plus victimes de violence et d'épuisement professionnel.

« Nous sommes ici aujourd'hui pour dire que nous sommes épuisés, physiquement et mentalement, à tenter d'offrir des soins aux patients », de dire Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario. « Il y a beaucoup trop de patients dans les hôpitaux, pas suffisamment de lits et pas suffisamment de membres du personnel pour s'occuper des lits que nous avons. Nous demandons au gouvernement de répondre adéquatement aux besoins en matière de soins de santé de la population vieillissante et croissante de l'Ontario. »

« Nous sommes solidaires pour défendre notre système de santé », de dire Fred Hahn, président du SCFP-Ontario, alors qu'il s'adressait à la foule. « La meilleure défense que nous pouvons adopter pour les patients et les résidents, c'est d'exercer de fortes pressions pour obtenir les ressources pour prendre soin d'eux adéquatement. »

On pousse les patients des hôpitaux vers la sortie avant qu'ils ne soient suffisamment en santé pour retourner à la maison - et ceux qui doivent aller dans une maison de soins infirmiers ne peuvent se trouver de lit.

Les personnes qui travaillent dans les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée sont confrontées à de la violence de la part des patients et de leurs familles qui sont accablés par le stress et ne reçoivent pas le niveau de services dont ils ont besoin.

Huit années de compressions financières par les libéraux ont réduit les budgets des hôpitaux de plus de 25 pour cent en termes réels. Les travailleurs des soins de santé n'en peuvent plus.

Le rassemblement de Hamilton était le deuxième d'une levée de boucliers à l'échelle de la province. D'autres manifestations sont prévues à Kenora le 26 avril, à Sudbury le 15 juin et à Ottawa le 19 octobre.

Événements à venir

Conférence du CCTUO
Bureau régional de l'Ontario
Du 23 au 26 février

Séance de formation du printemps
Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto
Du 28 février au 5 mars

Conférence du CCTSS (service sociaux)
Hôtel Crowne Plaza de Niagara Falls
Du 23 au 26 mars

Conférence des travailleurs de bibliothèque
Hôtel Caesars de Windsor
Les 28 et 29 mars

Conférence du CCEMO
Hôtel Caesars de Windsor
Du 29 mars au 1er avril

Congrès
Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto
Du 31 mai au 3 juin

Conférence du CACO
Hôtel Marriott de Niagara Falls
Les 18 et 19 septembre

Conférence du CCTSS (soins de santé)
Hôtel Marriott de Niagara Falls
Du 19 au 22 septembre

Congrès national
Toronto
Du 2 au 6 octobre